



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Violences envers les élus

Question au Gouvernement n° 72

Texte de la question

VIOLENCES ENVERS LES ÉLUS

Mme la présidente . La parole est à M. Alexandre Allegret-Pilot.

M. Alexandre Allegret-Pilot . Quand les sauvagions avancent, c'est la démocratie qui recule. (*Exclamations sur les bancs du groupe LFI-NFP.*) Les violences envers les élus explosent, tout comme celles envers nos concitoyens, dont l'intégrité physique et morale est en jeu. Nouvellement député, j'en ai fait les frais ce dimanche : dans les Cévennes, une quarantaine de militants d'extrême gauche m'ont agressé, menaçant ma sécurité et m'empêchant d'accomplir ma mission de parlementaire (*Exclamations sur les bancs du groupe LFI-NFP*). Ils refusent le verdict des urnes et ils entravent la démocratie.

À leurs yeux, mon appartenance à l'UDR, groupe soutenu par le Rassemblement national, légitimerait violences et outrages (*Exclamations sur les bancs du groupe LFI-NFP*). Je fais désormais partie des représentants du peuple dont « on veut violer la mère et l'envoyer à l'hôpital ». (*Exclamations sur les bancs du groupe RN.*) Hanane Mansouri, Matthieu Bloch, Prisca Thevenot, David Magnier... Nombre d'entre nous sont touchés. La gauche elle-même n'est pas épargnée.

Pourtant, suis-je un sous-député ? Sommes-nous des sous-citoyens ? Il a fallu quinze gendarmes pour m'extraire de l'hystérie fasciste rouge, alimentée par le mythe du prétendu « front républicain ». Ceux qui se présentent en Jean Moulin de l'extrême gauche ne sont bien souvent que les héritiers des pires dictateurs ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes UDR et RN.*) Quand mettez-vous hors d'état de nuire, durablement, les ennemis de la démocratie, soutenus par des médias complaisants ?

Un député du groupe LFI . Bolloré !

M. Alexandre Allegret-Pilot . Quand dissoudrez-vous les groupuscules d'extrême gauche et quand neutraliserez-vous réellement tous ces individus qui menacent la vie de la cité, souvent avec l'argent du contribuable ? (*Exclamations sur les bancs du groupe LFI-NFP. – Applaudissements sur les bancs des groupes UDR et RN.*) À chaque élu intimidé ou agressé, le pronostic vital de la France est engagé. (Mêmes mouvements.) Agissons sans trembler.

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Thomas Portes . Ce sont les questions au Gouvernement, pas les questions à M. Retailleau !

M. Bruno Retailleau, ministre de l'intérieur . Aucune violence n'est légitime. Quels que soient l'étiquette partisane et le niveau de la représentation — élus locaux, sénateurs, députés —, aucun acte de ce type n'est

justifiable. (*Exclamations sur les bancs du groupe LFI-NFP.*) Je me suis tenu informé de ce qui s'est passé dimanche dans les Cévennes. Les gendarmes ont agi très vite pour vous exfiltrer. Nous avons interpellé la personne présumée à l'origine de ces violences : un homme de 34 ans, de nationalité française, bien connu malheureusement des services de police. J'espère qu'il sera sévèrement sanctionné. (*Exclamations sur les bancs du groupe RN.*)

Les choses doivent être très claires : nous ne devons rien laisser passer. (*Applaudissements sur les bancs des groupes DR, RN et UDR.*) La violence est une des causes de la grande vague de démission des élus locaux, des maires et des adjoints, que nous connaissons.

M. Sylvain Maillard . C'est vrai !

M. Bruno Retailleau, ministre . Nous ne devons rien lâcher – je ne lâcherai rien ! (*Exclamations sur les bancs du groupe LFI-NFP.*) Des permanences parlementaires ont été dégradées et des insultes ont été proférées vis-à-vis d'un député.

Un député du groupe LFI-NFP . D'extrême droite !

M. Bruno Retailleau, ministre . Là encore, j'ai demandé aux préfets et aux services de l'ordre d'être intraitables. Nous devons appliquer la loi relative à la sécurité des élus locaux adoptée en mars.

Un député du groupe EPR . Excellent !

M. Bruno Retailleau, ministre . Cette loi prévoit des sanctions aggravées, l'octroi automatique de la protection fonctionnelle, ainsi que la mobilisation conjointe des procureurs et des préfets. Nous disposons de la plateforme d'harmonisation, d'analyse, de recoupement et d'orientation des signalements. J'ai demandé que le signalement soit systématique. La violence envers les élus est en réalité une double violence : physique mais aussi symbolique. S'en prendre à un élu de la République, c'est s'en prendre à elle. (*Exclamations sur les bancs du groupe LFI-NFP. – Applaudissements sur les bancs des groupes DR, RN, HOR et UDR et sur quelques bancs du groupe EPR.*)

Mme la présidente . La parole est à M. Alexandre Allegret-Pilot.

M. Alexandre Allegret-Pilot . Tant que des groupuscules pourront émettre des OQTF envers les élus, nous ne serons pas en sécurité. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UDR et RN.*)

Données clés

Auteur : [M. Alexandre Allegret-Pilot](#)

Circonscription : Gard (5^e circonscription) - UDR

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 72

Rubrique : Sécurité des biens et des personnes

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 23 octobre 2024

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 23 octobre 2024